



**PRÉFÈTE  
DE TARN-ET-GARONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne-Lot  
2 quai de Verdun  
82000 MONTAUBAN

MONTAUBAN, le 07/10/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/09/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **SOCIETE LAITIERE DE MONTAUBAN**

Zone industrielle des parages  
82000 MONTAUBAN

Références : CD-2022-1187  
Code AIOT : 0006802719

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/09/2022 dans l'établissement SOCIETE LAITIERE DE MONTAUBAN implanté 25 impasse de Maastricht ZI Albasud 82000 MONTAUBAN. L'inspection a été annoncée le 11/07/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOCIETE LAITIERE DE MONTAUBAN
- 25 impasse de Maastricht ZI Albasud 82000 MONTAUBAN
- Code AIOT : 0006802719
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La Société Laitière de Montauban exploite notamment une tour aéroréfrigérante de 645 kW soumise au régime de la déclaration, pour le refroidissement de l'atelier "Brique", objet de la présente inspection.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- vérification par sondage du respect des dispositions de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées (installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air).

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Analyse méthodique des risques	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. I. 1. a)	/	Sans objet
13	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 1	/	Sans objet
2	Conception générale	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 2.5.2. a)	/	Sans objet
3	Dévésiculeur	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 2.5.2. d)	/	Sans objet
4	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.1.	/	Sans objet
5	Protection des personnels	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 4.2.	/	Sans objet
7	Plan d'entretien, plan de surveillance	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. I. 1. b)	/	Sans objet
8	Fréquence d'analyse des légionelles	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. I. 3. a)	/	Sans objet
10	Procédure en cas de prolifération de légionelles	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. II. 2. c)	/	Sans objet
11	Carnet de suivi	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. IV. 2.	/	Sans objet
12	Rapport d'analyses	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. I. 3	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'inspection de l'environnement a constaté :

- 10 faits conformes en lien avec les prescriptions rappelées dans l'arrêté ministériel du 14/12/2013,
- 2 points à améliorer, qui font l'objet de constats "susceptibles de suites" :
  - l'état corrodé des panneaux latéraux de la tour aéroréfrigérante (TAR) sur sa partie arrière,

qui doivent être soit remplacés, soit démantelés dans le cadre du changement de technologie envisagé par l'exploitant en 2023. De plus, cet élément doit être pris en compte dans l'analyse méthodique des risques,

- la transmission des résultats d'autosurveillance sur la plate-forme GIDAF dans les délais réglementaires.

Il s'agit de faits pour lesquels des éléments sont attendus de la part de l'exploitant (courrier confirmant le démantèlement à venir de la TAR, remplissage de GIDAF dans les délais) sous un délai de 1 mois.

Lors de la réunion de clôture de l'inspection, l'exploitant a été informé des suites administratives susceptibles d'être données.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Situation administrative
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>1. Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle : a) La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3 000 kW (E)b) La puissance thermique évacuée maximale étant inférieure à 3 000 kW (DC)2. Installations de récupération de la chaleur par dispersion d'eau dans des fumées émises à l'atmosphère (DC)</p>
<p><b>Constats :</b> L'établissement dispose d'une TAR mise en place en 2009, pour le refroidissement de l'atelier « Brique ». La puissance de cette TAR est de 645 kW.</p> <p>Son fonctionnement est en continu (H24, 7j/7).</p> <p>Elle est arrêtée une fois par an pour des opérations d'entretien préventif et un nettoyage complet qui sont réalisés en interne.</p> <p>Une autre TAR (TAR n° 1 dans GIDAF) a été en fonctionnement jusqu'au 10/05/2022. Elle a été remplacée par une tour dry adiabatique.</p> <p>Un porter-à-connaissance a été fait à la préfecture du Tarn-et-Garonne le 09/08/2022, avec copie à la DREAL (UID 82-46).</p> <p>Le cadre de surveillance « légionelles » de la plate-forme GIDAF a été mis à jour par l'inspection des installations classées.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a indiqué qu'il souhaitait supprimer la TAR actuelle en 2023, en la remplaçant par une tour dry adiabatique afin de diminuer les consommations d'eau et d'avoir moins de contraintes de maintenance.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Conception générale

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 2.5.2. a)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle TAR
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est conçue pour faciliter la mise en œuvre des actions préventives, correctives ou curatives, et les prélèvements pour analyse microbiologiques et physico-chimiques. Elle est conçue de façon qu'il n'y ait pas de tronçons de canalisations constituant des bras morts. Elle est équipée d'un dispositif permettant la purge complète de l'eau du circuit. L'installation de refroidissement est aménagée pour permettre l'accès, notamment, aux parties internes, aux rampes de dispersion de la tour, aux bassins, et au-dessus des baffles d'insonorisation si présentes. La tour est équipée de tous les moyens d'accessibilité nécessaires à son entretien et sa maintenance dans les conditions de sécurité. Ces moyens permettent à tout instant de vérifier le bon état d'entretien et de maintenance de la tour.
<b>Constats :</b> La tour est de plain-pied. Elle est accessible sur toutes ses faces.  Une canalisation permet la purge des eaux du circuit qui sont envoyées vers la station d'épuration interne du site.  Une nacelle à disposition sur le site est utilisée pour accéder à la toiture de la tour lors de l'entretien annuel.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Dévésiculeur

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 2.5.2. d)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle TAR
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour tout dévésiculeur installé à partir du 1er juillet 2005, le fournisseur du dispositif de limitation des entraînements vésiculaires atteste un taux d'entraînement vésiculaire inférieur à 0,01 % du débit d'eau en circulation dans les conditions de fonctionnement nominales de l'installation.
<b>Constats :</b> L'attestation du constructeur JACIR en date du 30/09/2009 est présente dans la documentation technique transmise par l'exploitant avant l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Formation du personnel

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle TAR
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Présence d'un document désignant nommément le responsable de la surveillance de l'exploitation de l'installation ; Présence d'un plan de formation précisant a minima la liste de l'ensemble des personnes susceptibles d'intervenir sur l'installation, les dates et durée de formation de ces personnes, leur attestation de formation.
<b>Constats :</b> La responsable de la surveillance de l'exploitation est désignée. L'exploitant a présenté un tableau de suivi de la formation au risque légionelles et à la surveillance de l'exploitation pour 6 personnes du site.  Les dates des sessions suivies par chaque agent sont indiquées. Le contenu de la formation a été présenté. Elle comporte 3 modules et est dispensée par Lactalis Formation, conformément au programme diffusé par le Ministère en charge de l'Écologie.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Protection des personnels

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 4.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle TAR
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Présence des équipements individuels de protection, masque notamment Présence d'un panneau signalant l'obligation du port des EPI (masque notamment)
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'un stock de masques FFP3 (2 boîtes de 10), de gants, et des combinaisons jetables (utilisées pour l'entretien annuel).  Le pictogramme imposant le port du masque dans l'enceinte de la TAR est affiché sur l'équipement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Analyse méthodique des risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. I. 1. a)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle TAR
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) est menée sur l'installation. [...]</p> <p>En cas de changement de stratégie de traitement ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits au point II.1 et II.2 b, et a minima une fois tous les 2 ans, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles.</p> <p>La révision de l'AMR donne lieu à la mise à jour des plans d'entretien et de surveillance et à la planification, le cas échéant, de nouvelles actions correctives.</p> <p>Echéancier des actions correctives programmées sur la base de l'identification des facteurs de risque.</p>
<p><b>Constats :</b> L'analyse méthodique des risques (AMR) est faite en interne.</p> <p>Cependant la version initiale avait été rédigée sur la base d'un document élaboré par des spécialistes en TAR du groupe Lactalis.</p> <p>La version actuelle est datée du 10 mai 2022. Elle a été mise à jour suite à l'arrêt de la TAR n°1.</p> <p>L'AMR est basée sur la méthodologie HACCP (utilisée dans l'industrie agro-alimentaire), qui déroule les différentes étapes du process industriel (implantation, conception, exploitation, maintenance, ...), décrit les dangers potentiels, les causes, les mesures de maîtrise existantes et à mettre en place avec les échéances de réalisation.</p> <p>Un tableau présente le plan d'actions qui découle de cette analyse.</p> <p>La visite de terrain a permis de constater que les plaques latérales de la TAR étaient corrodées en partie haute à l'arrière de l'équipement.</p> <p>L'exploitant a indiqué que cette corrosion était due aux vapeurs des cuves d'acide nitrique et de soude implantées à proximité immédiate de la TAR (à 3 mètres environ) et que ces cuves allaient être déplacées.</p> <p>L'exploitant doit confirmer par écrit le calendrier de ces travaux : déplacement des cuves d'acide nitrique et de soude et démontage de la TAR en 2023, pour une tour adiabatique. Dans le cas contraire, il conviendra d'engager des travaux sur la TAR pour remplacer les parties corrodées.</p> <p>La présence d'éléments corrodés sur la TAR n'est pas mentionnée dans l'analyse méthodique de risques. Il est demandé à l'exploitant de mettre à jour l'AMR avec ces éléments, qui peuvent être source de danger.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : Plan d'entretien, plan de surveillance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. I. 1. b)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle TAR
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> b) Les plans d'entretien et de surveillance visent à limiter le risque de prolifération et de dispersion de légionelles via la ou les tours. Ils ont notamment pour objectif de maintenir en permanence la concentration des Legionella pneumophila dans l'eau du circuit à un niveau inférieur à 1 000 unités formant colonies par litre d'eau. Ces plans concernent l'ensemble de l'installation, en particulier toutes les surfaces de l'installation en contact avec l'eau du circuit où pourrait se développer le biofilm. Ces plans sont mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant.  Le plan d'entretien définit les mesures d'entretien préventif de l'installation visant à réduire, voire à supprimer, par des actions mécaniques ou chimiques, le biofilm et les dépôts sur les parois de l'installation et à éliminer, par des procédés chimiques ou physiques, les légionelles libres dans l'eau de l'installation en amont des points de pulvérisation. [...]  Une fiche décrivant et justifiant la stratégie de traitement préventif de l'eau du circuit adoptée par l'exploitant, [...] est jointe au plan d'entretien.  Le plan de surveillance précise les indicateurs de suivi mis en place pour s'assurer de l'efficacité des mesures préventives mises en œuvre, [...]. Il précise les actions curatives et correctives immédiates à mettre en œuvre en cas de dérive de chaque indicateur, en particulier en cas de dérive de la concentration en Legionella pneumophila. La description des actions curatives et correctives inclut les éventuels produits chimiques utilisés et les modalités d'utilisation telles que les quantités injectées.  Les modalités de mise en œuvre de l'ensemble des mesures prévues dans les plans d'entretien et de surveillance sont formalisées dans des procédures. [...]  Les cas d'utilisation saisonnière et de fonctionnement intermittent sont analysés dans l'AMR et font l'objet de procédures adaptées dans le plan d'entretien et de surveillance. [...]
<b>Constats :</b> Les plans d'entretien et de surveillance sont présents dans le registre documentaire. Le plan d'entretien comprend un descriptif des opérations de maintenance préventive (nature, fréquence), les noms des produits de traitement, la gestion des stocks, les procédures de nettoyage (désinfection « choc » : 1 fois/semaine, désinfection en marche, en cas de concentration en légionelles > 1000 UFC/l ou flore interférente, nettoyage et désinfection complets, 1 fois par an ou en cas de concentration en légionelles > 100 000 UFC/l) .  Le plan de surveillance décrit les indicateurs de suivi, les modalités d'analyses des légionelles (prélèvements, fréquence, envoi au laboratoire, transmission des résultats à l'inspection).  Une mesure de la flore totale en légionelles (FMAR) est réalisée en routine 1 à 2 fois par semaine par la technicienne d'exploitation ce qui permettrait de détecter le début d'une contamination en légionelles.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 8 : Fréquence d'analyse des légionelles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. I. 3. a)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle TAR
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La fréquence des prélèvements et analyses des Legionella pneumophila est au minimum bimestrielle pendant la période de fonctionnement de l'installation. Cette fréquence d'analyse s'applique dès lors que l'installation de refroidissement est en fonctionnement, que le fonctionnement soit continu ou intermittent.
<b>Constats :</b> L'exploitant procède directement aux prélèvements qui sont ensuite envoyés en colis réfrigéré pour analyse à un laboratoire agréé (SILIKER), basé à St Ouen. Il arrive parfois que les échantillons arrivent au laboratoire avec un délai supérieur à 48 h. Ils sont alors refusés par le laboratoire. Dans ce cas, l'exploitant réalise un nouveau prélèvement.  L'exploitant a indiqué que les derniers prélèvements ont été faits le 02/06, le 22/07 et le 15/09.  Le dernier enregistrement sur la plate-forme GIDAF est en date du 31/03/2022 (cf. remarque dans le point de contrôle "autosurveillance").  Il n'a pas été constaté de dépassement des valeurs réglementaires au vu des résultats enregistrés ces 3 dernières années. Seule une analyse a fait état de flore interférente en juillet 2019.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 10 : Procédure en cas de prolifération de légionelles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. II. 2. c)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle TAR
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Présence d'une procédure définissant les actions à mener si la concentration mesurée en <i>Legionella pneumophila</i> est supérieure ou égale à 100 000 UFC/L : a) Dès réception de ces résultats, l'exploitant en informe immédiatement l'inspection des installations classées [...] et par courriel avec la mention : « Urgent & important, tour aéroréfrigérante, dépassement du seuil de 100 000 unités formant colonies par litre d'eau ». [...] En application de la procédure correspondante, il arrête immédiatement la dispersion via la (ou les) tour(s) dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production, et met en œuvre des actions curatives permettant un abattement rapide de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> dans l'eau, en vue de rétablir une concentration en <i>Legionella pneumophila</i> inférieure à 1 000 UFC/L. [...] En tout état de cause, l'exploitant s'assure de l'absence de risque de prolifération et de dispersion de légionelles avant toute remise en service de la dispersion. Si la cause de dérive n'est pas identifiée, l'exploitant procède à la révision complète de l'AMR, dans un délai de quinze jours ; b) A l'issue de la mise en place de ces actions curatives et correctives, l'exploitant en vérifie l'efficacité, en réalisant un nouveau prélèvement pour analyse de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> selon la norme NF T90-431 (avril 2006). [...] c) Dès réception des résultats de ce nouveau prélèvement, ceux-ci sont communiqués à l'inspection des installations classées. Des prélèvements et analyses en <i>Legionella pneumophila</i> selon la norme NF T90-431 (avril 2006) sont ensuite effectués tous les quinze jours pendant trois mois ; [...] e) Un rapport global sur l'incident est transmis à l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais et en tout état de cause ne dépassant pas deux mois à compter de la date de l'incident, c'est-à-dire la date du prélèvement dont le résultat d'analyse présente un dépassement du seuil de 100 000 UFC/L. [...] Le rapport précise et justifie l'ensemble des actions curatives et correctives mises en œuvre et programmées suite à cet incident ainsi que leur calendrier d'application. [...] f) Dans les six mois suivant l'incident, l'exploitant fait réaliser une vérification de l'installation par un organisme indépendant et compétent, telle que définie au point IV.1 du présent article ; g) Cas d'une installation pour laquelle l'arrêt immédiat de la dispersion d'eau par la ou les tours dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production est impossible. Hors tout épisode de dépassement, l'exploitant d'une telle installation en informe le préfet, et lui soumet les mesures compensatoires qu'il propose de mettre en œuvre en cas de concentration en <i>Legionella pneumophila</i> supérieure à 100 000 UFC/L.  Si l'installation est également concernée par « le point 3.7.1.2.c », les mesures compensatoires liées au nettoyage annuel et aux cas de dépassement de 100 000 UFC/L peuvent être soumises de manière conjointe.  L'inspection des installations classées peut soumettre ces mesures compensatoires à l'avis d'un tiers expert. Ces mesures compensatoires sont, après avis de l'inspection des installations classées, imposées par arrêté préfectoral pris en application de l'article R. 512-31 du code de l'environnement.
<b>Constats :</b> Les 3 procédures définissant les actions à mettre en œuvre en cas de dépassement supérieur à 100 000 UFC/L, entre 1000 UFC/L et 100 000 UFC/L ou présence de flore interférente sont regroupées sur un même document (chapitre 7.4 du registre documentaire) et correspondent aux exigences réglementaires.
<b>Observations :</b> Il convient d'actualiser ces procédures : le service d'inspection étant l'UiD DREAL du Tarn-et-Garonne (et non la DDPP), et la communication est à faire via un formulaire dédié par courriel (et non par fax).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 11 : Carnet de suivi**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. IV. 2.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle TAR
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant reporte toute intervention réalisée sur l'installation dans un carnet de suivi :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les volumes d'eau consommés et rejetés mensuellement (mesure ou estimation) ;</li> <li>- les quantités de produits de traitement préventif et curatif consommées chaque année ;</li> <li>- les périodes d'utilisation (toute l'année ou saisonnière) et le mode de fonctionnement pendant ces périodes (intermittent ou continu) ;</li> <li>- les périodes d'arrêts complets ou partiels ;</li> <li>- le tableau des dérives constatées pour la concentration en <i>Legionella pneumophila</i>, permettant le suivi de la mise en œuvre des actions correctives correspondantes ;</li> <li>- les dérives constatées pour les autres indicateurs de suivi ;</li> <li>- les actions préventives, curatives et correctives effectuées sur l'installation, notamment les opérations de vidange, de nettoyage ou de désinfection curative (dates, nature des opérations, identification des intervenants, nature et concentration des produits de traitement, conditions de mise en œuvre) ;</li> <li>- les vérifications et interventions spécifiques sur les dévésiculeurs ;</li> <li>- les modifications apportées aux installations.</li> </ul> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b> Le carnet de suivi est dématérialisé sous forme de fichier Excel.</p> <p>Le tableau de suivi des produits de traitement consommés, les graphes de consommation d'eau ont été présentés lors de l'inspection.</p> <p>Le dernier arrêt de la TAR pour entretien annuel est également noté dans un tableau. Il a eu lieu le 06/09/2022.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 12 : Rapport d'analyses

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. I. 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle TAR
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le rapport d'analyses fournit les informations nécessaires à l'identification de l'échantillon :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- utilisation de la norme NF T90-431</li> <li>- date et heure de prélèvement, température de l'eau</li> <li>- date et heure de réception de l'échantillon</li> <li>- date et heure de début d'analyse</li> <li>- nom du préleveur</li> <li>- référence et localisation du (des) point(s) de prélèvement</li> <li>- caractéristiques de l'eau : couleur, dépôt, pH, conductivité, turbidité de l'eau</li> <li>- nature et concentration cible pour les produits de traitement utilisés</li> <li>- date de la dernière injection de biocide, nature du biocide et quantité (délai d'au moins 48 heures après l'injection)</li> </ul> <p>Les résultats obtenus font l'objet d'une interprétation par le laboratoire.</p>
<p><b>Constats :</b> Il n'y a pas d'analyse des eaux de purge directement au niveau de la TAR car ces eaux rejoignent la station de traitement des eaux interne du site.</p> <p>L'exploitant a présenté la dernière analyse des eaux en sortie de station, en date du 04/08/2022 (analyses réalisées par le laboratoire EUROFINS). Les paramètres AOX, THM sont analysés au regard des produits de décomposition identifiés (acide dibromo-acétique, bromoforme). Les résultats ne font pas apparaître de dépassement des valeurs réglementaires.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 13 : Autosurveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Télédéclaration sur GIDAF
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.</p> <p>La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.</p>
<p><b>Constats :</b> Les résultats d'analyses de concentration en <i>Legionella pneumophila</i> doivent être transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de 30 jours à compter de la date des prélèvements correspondants.</p> <p>Des prélèvements ont été réalisés par l'exploitant le 02/06, le 22/07 et le 15/09 et envoyés au laboratoire pour analyse. Or, les derniers résultats d'analyses enregistrés sur la plate-forme GIDAF sont en date du 31/03/2022.</p> <p>L'exploitant doit rappeler à son prestataire la nécessité de respecter les délais de transmission des résultats.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet